



L'ALM (Adaptation Learning Mechanism, ou mécanisme d'apprentissage de l'adaptation) est une plate-forme de partage des connaissances sur l'adaptation aux changements climatiques. Elle a été lancée fin 2007, avec une mise de fonds initiale du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et un co-financement de l'Agence suisse pour le développement et la coopération et l'Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie. Le projet de développement et d'adaptation aux changements climatiques (Climate Change Adaptation and Development initiative [(C-DARE)] du PNUD/PNUE a participé au financement.

Présent en ligne, l'ALM cartographie les bonnes pratiques, fournit des informations, présente des savoirs et construit des réseaux sur l'adaptation aux changements climatiques (ACC). L'enquête 2010 sur les besoins en connaissances a eu lieu pour évaluer l'état actuel des connaissances sur l'ACC, afin de répertorier les besoins et lacunes dans ce domaine et de mieux comprendre les impacts du changement climatique, les vulnérabilités et les innovations en matière d'adaptation. Elle a aussi permis de répertorier les services clés (ateliers ou séminaires de formation, bulletins d'information etc.) qui faciliteront le partage des connaissances sur les pratiques actuelles en matière d'adaptation et sur les leçons apprises. L'enquête était rédigée en anglais, en français et en espagnol.

Le présent rapport présente les principaux résultats de l'enquête dans le but d'informer un large éventail de parties prenantes et de donner des indications utiles sur les besoins en matière de connaissances dans le domaine de l'ACC. Il a également pour objectif de renforcer les programmes d'adaptation appuyés par le PNUD ou externes à ce dernier. Les conclusions s'avèreront utiles alors que le PNUD développe l'ALM et renforce sa présence au niveau régional, tant au sein du Pacifique et de l'Afrique qu'en dehors.

Informations sur les sondés

L'enquête a été envoyée à un échantillon très divers de parties prenantes dans le monde entier. Des réponses ont été obtenues de 662 personnes, dont 68 pour cent ne sont pas Parties à l'Annexe I de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). La majorité de ceux qui ont répondu appartiennent à trois grandes catégories professionnelles :

- 1) universités et instituts de recherche (27%)
- 2) agences des Nations Unies (17%)
- 3) organisations non gouvernementales (ONG) locales ou communautaires (15%).

La profession la plus fréquente, parmi les sondés, était celle de chercheur et analyste (25%), suivie par coordonnateur de projet (16%) et conseiller technique (15%).

Domaines de connaissances prioritaires

Les sondés se sont dits surtout intéressés par des connaissances sur l'ACC en Afrique et en Asie (46 et 35%, respectivement). Ils ont aussi indiqué qu'ils souhaitaient des in-

Présent en ligne, l'ALM cartographie les bonnes pratiques, fournit des informations, présente des savoirs et construit des réseaux sur l'adaptation aux changements climatiques (ACC).



formations dans le secteur de la gestion des ressources naturelles, catégorie très large qui comprend ou recoupe d'autres secteurs (62%), suivie par l'agriculture et la sécurité alimentaire (54%) et l'eau (52%).

Commentaires sur l'ALM

Vingt-quatre pour cent des 662 répondants s'étaient déjà servi de la plate-forme ALM avant de répondre à l'enquête. Les informations obtenues sur ceux qui ont rapporté utiliser l'ALM montrent que ceux qui utilisent cette plate-forme sont très divers et se réclament d'une large gamme de secteurs ou d'activités professionnelles. On recense un nombre élevé d'affiliations onusiennes avec une emphase particulière sur le travail technique d'adaptation. Quatre-vingt-cinq pour cent de ceux qui utilisent l'ALM rapportent que les informations qu'ils y trouvent sont utiles ou très utiles. C'est particulièrement le cas des sondés membres d'ONG locales ou communautaires, des instituts de recherche ou des universités, ou de personnes venant du secteur privé.

D'après les réponses à l'enquête, les utilisateurs de l'ALM estiment que la plate-forme est bien conçue, qu'elle les aide à trouver une grande variété de ressources et à y accéder, surtout quand il s'agit d'outils pratiques et d'informations sur des projets. D'après les sondés, les utilisateurs de la plate-forme pourraient tirer profit de meilleures capacités de réseautage et d'exemples plus nombreux de stratégies d'adaptation et de meilleures pratiques.

Répertoire des besoins en matière de connaissances

L'enquête ALM essayait de savoir de quelles ressources les sondés avaient besoin en matière de connaissances dans les domaines suivants, qui relèvent de l'ACC:

- Phases de développement du projet¹
- Impacts du changement climatique
- Questions transversales
- Obstacles à l'ACC

Les résultats de l'enquête suggèrent que la demande de ressources sur les phases d'évaluation et de conception/planification des initiatives d'adaptation (catégorisées comme besoins élevés ou très élevés par 85 pour cent des sondés) est légèrement plus importante que pour les informations sur la mise en œuvre, l'analyse et l'évaluation. Les sondés ayant une affiliation gouvernementale ont mentionné leur souhait de trouver des ressources relatives à l'évaluation, alors que ceux qui sont associés à des agences onusiennes témoignent plutôt d'un besoin d'informations sur les phases de conception et de planification des initiatives d'adaptation. Une analyse plus poussée montre que les membres d'instituts de recherches et d'universités cherchent des savoirs sur la phase d'analyse et d'évaluation de l'adaptation, alors que les planificateurs du développement et les étudiants veulent plus d'informations sur la phase de mise en œuvre.

¹ Les phases de développement du projet comprennent le lancement, la planification et la conception, la mise en œuvre/exécution, et le suivi et l'évaluation.

Catégories de réponses

Les catégories suivantes ont servi pour le tableau et pour les questions à choix multiple, afin de classer les besoins en matière de connaissances sur une échelle de 1 à 5, et pour permettre aux sondés de classer indirectement des choix multiples pour les réponses.

- ▶ Besoins très élevés
- ▶ Besoins élevés
- ▶ Besoins modérés
- ▶ Peu de besoins
- ▶ Aucun besoin/très peu de besoins
- ▶ Autres



En ce qui concerne plus spécifiquement les impacts des changements climatiques, la plupart des sondés ont coché besoins élevés pour les ressources en matière de connaissances qui traitent des impacts du changement climatique suivants : pénurie d'eau, perte des moyens de subsistance, sécurité alimentaire moindre et écosystèmes endommagés. Ils ont également mentionné le peu d'informations sur les impacts socioéconomiques, culturels et psychologiques du changement climatique.

L'analyse des affiliations professionnelles montre que l'impact de la perte de sécurité alimentaire est un domaine où les besoins en matière de connaissances sont élevés pour les ONG internationales et les gouvernements, mais que les instituts de recherche/universités en ont relativement peu besoin. Le secteur privé réclame des informations sur les îlots de chaleur urbains et les vagues de chaleur, alors que les membres d'ONG internationales estiment n'avoir que peu besoin de connaissances dans ce domaine. Les ONG locales se disent particulièrement intéressées par des ressources sur les dégâts occasionnés aux forêts et aux écosystèmes. Par contre, les fonctionnaires gouvernementaux rapportent une demande élevée pour des informations sur les inondations ou l'érosion côtières, mais sont moins intéressés par tout ce qui touche à la perte des moyens de subsistance et à la productivité du cheptel.

Une analyse par rôle principal suggère que les agents de terrain ont besoin de ressources sur la perte des moyens de subsistance, et les parties prenantes communautaires en demandent sur les dégâts des eaux et la baisse de productivité du cheptel ou de la volaille.

Pour ce qui concerne les questions transversales relatives à l'adaptation, l'incorporation de la réduction des risques de catastrophe et de la préservation de la biodiversité dans l'ACC sont des questions où les besoins en matière de connaissances semblent particulièrement élevés. Les sondés rapportent aussi avoir sérieusement besoin de ressources sur la manière d'obtenir les bénéfices communs à l'atténuation des changements climatiques et à l'ACC. Ils disent aussi être intéressés par des savoirs relatifs à la sensibilisation à l'ACC et à l'autonomisation des jeunes (cours scolaires et manuels de formation sur l'adaptation, ou directives et programmes sur l'ACC à l'intention des jeunes). De plus, ils insistent sur la nécessité d'identifier les vulnérabilités sexospécifiques au changement climatique ou les opportunités de renforcer les capacités d'adaptation, de même que les méthodes visant à atténuer les conflits liés au changement climatique ou à planifier et à prendre des mesures tenant compte de ces conflits.

En termes de migration, l'intérêt se porte sur des interventions visant à améliorer les performances sociales et économiques des migrations climatiques, une cartographie bien conçue des migrations et des recherches sur les vulnérabilités des migrants climatiques. Les sondés notent aussi que les informations sur l'adaptation devraient insister sur leur alignement avec les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et sur l'attention portée aux populations les plus vulnérables, en particuliers pauvres et/ou autochtones.

Des besoins élevés se dégagent pour des savoirs sur la façon de surmonter des obstacles à l'adaptation, qu'ils soient systémiques (financiers, politiques, institutionnels et

Les sondés rapportent aussi avoir sérieusement besoin de ressources sur la manière d'obtenir les bénéfices communs à l'atténuation des changements climatiques et à l'ACC.



comportementaux) ou ponctuels (liés à la technologie ou l'information), la demande d'information étant particulièrement forte pour les obstacles en matière de politiques d'orientation ou de finances. Les sondés membres d'ONG locales ou communautaires représentent le groupe professionnel témoignant du plus grand besoin de connaissances sur la façon de surmonter les obstacles à l'adaptation, surtout quand ils sont d'ordre financier. Les ressources souhaitées pour surmonter les obstacles en matière d'orientations politiques ont trait à l'intégration des pratiques d'adaptation dans les mesures sectorielles ou de développement et au renforcement des politiques sociales dans le contexte du changement climatique.

La demande d'informations précises sur l'élimination des barrières institutionnelles concerne les façons de forger des partenariats entre divers secteurs institutionnels, de remédier à l'absence d'accords institutionnels adéquats, de renforcer les capacités institutionnelles et d'améliorer le leadership face aux changements climatiques.

En ce qui concerne les obstacles comportementaux, les sondés rapportent avoir besoin d'informations sur la sensibilisation, l'amélioration des structures et procédures organisationnelles et la création de mesures incitatives en faveur de l'adaptation. Pour les barrières technologiques, on constate un intérêt pour des ressources sur la manière d'accéder à des technologies d'adaptation et de les transférer, mettre en œuvre, modifier ou évaluer. Les savoirs sur la production et l'intégration de données sur le climat/l'adaptation sont très en demande pour surmonter les obstacles relatifs à l'information, tout comme les connaissances pour évaluer les systèmes de gestion et de planification.

En plus des conclusions ci-dessus, les commentaires sur les lacunes indiquent que les occasions d'échanger entre secteurs ou entre divers niveaux institutionnels devraient être plus nombreuses. La société civile et les pouvoirs publics ne sont pas suffisamment conscients des acquis de la science en matière climatique et des risques, impacts et vulnérabilités aux changements climatiques au niveau local. Il y aurait un écart entre les connaissances scientifiques et ce qu'on comprend localement, ainsi qu'entre les connaissances institutionnelles et les besoins des praticiens. Les sondés ont aussi fait remarquer que les pratiques d'adaptation devraient tenir compte des connaissances autochtones et tirer parti des mesures d'adaptation locales existantes.

Produits et services relatifs au partage des connaissances

Afin de discerner les meilleures façons de répondre aux besoins en matière de connaissance qui ressortiraient de l'enquête, les questions se rapportaient aux intérêts des sondés pour divers services de partage des connaissances, aux types de produits axés sur le savoir diffusés dans ces services et aux obstacles empêchant l'accès aux ressources et outils. Selon les sondés, les cours, ateliers et séminaires de formation ainsi que les bulletins d'information font partie des services d'échange de connaissances auxquels ils feront le plus vraisemblablement appel. La question sur les services qu'ils préfèrent montre qu'il y a une demande pour des ressources qui améliorent non seulement les connaissances mais aussi les compétences en matière de renforcement des capacités.

Services relatifs au partage des connaissances

- ▶ Les services qui donnent l'occasion d'échanger des connaissances sur l'adaptation au changement climatique comprennent des cours, ateliers et séminaires de formation, des bulletins d'information etc.



Une analyse croisée des services par groupes professionnels montre que c'est pour les membres des ONG locales/communautaires que le recours et la participation à des services de partage des connaissances a le plus d'intérêt. Les sondés rattachés à des banques multilatérales sont les moins intéressés par ce type de services.

Les sondés rapportent qu'ils ont particulièrement besoin d'évaluations des risques et des impacts des changements climatiques, ainsi que de guides et d'outils sur l'adaptation. La demande est aussi forte pour le matériel pédagogique et les manuels de formation, les études de cas, les recherches et publications. Si l'on établit un parallèle entre les différents groupes professionnels et les types de produits axés sur le savoir les plus demandés, on s'aperçoit que pour les chercheurs universitaires, ce sont, de façon relativement élevée, les recherches et publications, pour les employés des Nations Unies, ce sont les guides et outils, pour les membres d'ONG locales, ce sont des programmes et du matériel pédagogique, pour les pouvoirs publics, ce sont les études de cas, et pour les banques multilatérales/de développement, ce sont les rapports nationaux. Quant aux concepteurs de projet, ils souhaitent des données climatiques, alors que les conseillers pour les politiques demandent surtout des documents de fond.

Les moyens limités dont les sondés disposent pour voyager constituent l'obstacle le plus important à l'accès aux services de partage des connaissances, ce qui semble indiquer que les outils en ligne sont plus utiles que les services en personne pour la plupart d'entre eux. Le manque de temps, le trop-plein d'informations inutilisables ou douteuses et l'impossibilité de consulter certaines bases de données sont également cités comme des problèmes importants lorsqu'on essaie d'acquérir des savoirs sur l'adaptation. L'ALM a un rôle majeur à jouer pour surmonter de tels obstacles et répondre aux besoins en connaissances des communautés s'occupant de l'adaptation.



Recommandations

Si l'on en croit les conclusions de l'enquête, l'ALM et d'autres plates-formes de gestion des savoirs sur l'adaptation peuvent répondre aux besoins en connaissances des communautés concernées, et ce en prenant des mesures spécifiques:

- **Fournir des études de cas récentes sur les projets** qui représentent les meilleures et les plus mauvaises pratiques, suite à des succès ou des échecs répétés.
- **Créer et afficher une carte des** qui montrent ces dernières par région, pays et communauté, afin de mettre en évidence les résultats des évaluations du risque lié au changement climatique.
- **Donner accès à des portails Internet régionaux** (surtout pour l'Afrique et l'Asie) qui montrent les impacts et les vulnérabilités liées aux changements climatiques et replacent ces informations dans leur contexte.
- **Créer des sous-pages(ou portails) sur des questions transversales** (en particulier la réduction des risques de catastrophe, la biodiversité et l'atténuation du changement climatique) pour mettre en valeur les liens entre l'ACC et ces domaines intersectoriels, ainsi que l'intégration pratique des méthodes les plus pertinentes.
- **Mettre en place des outils améliorés pour permettre aux utilisateurs d'intervenir et d'entrer en contact avec d'autres (capacité de réseautage social)** avec des ressources permettant de faciliter l'apprentissage partagé et interactif (p. ex. au travers de sections améliorées pour les commentaires ou la création de groupes d'utilisateurs ALM).
- **Diffuser un bulletin d'information trimestriel** pour faire œuvre de sensibilisation et améliorer l'accès à des ressources pratiques de très bonne qualité.
- **Diffuser du matériel et des outils de formation dans les langues locales**, ainsi que des informations sur les projets et des leçons rédigées dans une langue claire et non technique, pour permettre à un large éventail de parties prenantes d'y avoir accès.
- **S'adresser directement et activement aux communautés concernées**, via des points de contact (p. ex. les bureaux de pays du PNUD) et des partenaires locaux, pour que les connaissances locales/autochtones soient transmises à l'ALM ou à toute autre plate-forme de gestion des connaissances et que celle-ci les publie, et pour s'assurer que les connaissances scientifiques soient d'actualité et puissent s'appliquer directement sur le terrain.

Créer des sous-pages(ou portails) sur des questions transversales (en particulier la réduction des risques de catastrophe, la biodiversité et l'atténuation du changement climatique) pour mettre en valeur les liens entre l'ACC et ces domaines intersectoriels, ainsi que l'intégration pratique des méthodes les plus pertinentes.

La mise en œuvre de ces mesures améliorera les plates-formes existantes et permettra de répondre aux besoins en connaissances cités par les personnes ayant répondu à l'enquête 2010 de l'ALM sur ce sujet.